JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LOIS ET DECRETS

ARRETES DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée nationale	Ann. march. publ. Bulletin Officiel Registre de Commerce	DIRECTION REDACTION ET ADMINISTRATION Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, Av. A. Benbarek - ALGER Tél : 66-81-49, 66-80-96 C.C.P. 8200-50 - ALGER
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie	8 Dinars	14 Dinars	24 Dinars	20 Dinars	15 Dinars	
Etranger	12 Dinars	20 Dinars	35 Dinars	20 Dinars	28 Dinars	

Le numéro 0,25 dinar. — Numéro des années antérieures : 0,30 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamations — Changement d'adresse, ajouter 0,30 dinar.

Tarif des insertions : 2,50 dinars la ligne.

SOMMAIRE

LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 67-158 du 15 août 1967 modifiant et complétant la loi n° 64-227 du 10 août 1964 portant création et fixant les statuts de la caisse nationale d'épargne et de prévoyance, p. 718.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 fixant la nomenclature des dépenses et recettes des communes, p. 718.

Décret n° 67-145 du 31 juillet 1967 relatif au prélèvement sur les recettes de fonctionnement, p. 720.

Décret n° 67-159 du 15 août 1967 fixant les modalités de fonctionnement du fonds communal et du fonds départemental de garantie, p. 720.

Décret n° 67-160 du 15 août 1967 fixant les modalités de fonctionnement du fonds communal de solidarité, p. 721.

Arrêté interministériel du 31 juillet 1967 fixant la forme du cadre budgétaire communal et la subdivision en articles et sous-articles de chapitres du budget communal, p. 724

Arrêté interministériel du 31 juillet 1967 fixant les modalités d'application pour certaines communes du prélèvement sur recettes de fonctionnement, p. 765.

Arrêté interministériel du 15 août 1967 relatif aux modalités de calcul des attributions complémentaires de péréquation du fonds communal de solidarité, p. 766.

Arrêté du 31 juillet 1967 relatif à l'entrée en vigueur du plan comptable communal, p. 768.

LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 67-158 du 15 août 1967 modifiant et complétant la loi n° 64-227 du 10 août 1964 portant création et fixant les statuts de la caisse nationale d'épargne et de prévoyance.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur et
Du Ministre des finances et du plan,

Vu la loi n° 64-227 du 10 août 1964 portant création et fixant les statuts de la caisse nationale d'épargne et de prévoyance ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal ;

Vu le décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 fixant la nomenclature des dépenses et recettes des communes ;

Le Conseil des ministres entendu,

Ordonne :

TITRE I. — Fonds départemental et fonds communal de solidarité.

Article 1^{er}. — Le fonds départemental et le fonds communal prévus par l'article 9 de la loi n° 64-227 du 10 août 1964 susvisée sont supprimés et remplacés par un fonds départemental de solidarité et le fonds communal de solidarité institué par l'article 266 du code communal.

Art. 2. — Le fonds départemental de solidarité et le fonds communal de solidarité perçoivent des recettes communes et des recettes particulières.

Art. 3. — Les recettes communes aux deux fonds sont des participations aux produits de :

- la taxe unique globale à la production.
- la taxe unique sur les véhicules automobiles
- le versement forfaitaire et l'impôt sur les traitements et salaires
- la taxe sur l'activité industrielle et commerciale.

Ainsi que tous contingents et participations qui peuvent leur être affectés par la loi.

Art. 4. — Les recettes particulières au fonds départemental de solidarité sont une participation aux impositions de remplacement des taxes des prestations.

Art. 5. — Les recettes particulières au fonds communal de solidarité consistent en :

- une participation à la taxe unique globale sur des prestations de services et les indemnités de retard constatées à l'occasion du paiement de cette taxe.
- une cotisation communale calculée :

a) pour les communes qui appliquent le plan comptable communal, sur les recettes réalisées qui apparaissent aux chapitres 70 et 71 du compte administratif,

b) pour les communes encore soumises à l'ancienne comptabilité, sur les recettes constatées qui apparaissent aux chapitres : « taxes, droits, rémunérations diverses pour services rendus » et « revenus ordinaires du patrimoine » du compte administratif.

Art. 6. — Le fonds départemental de solidarité est chargé de verser aux départements :

1°) — Une attribution annuelle de péréquation des impositions fixées par la loi. Cette attribution est destinée à la section ordinaire du budget départemental ;

2°) — Une subvention de voirie ;

3°) — Des subventions d'équipement prises sur les ressources que la loi affecte à ce fonds. Ces subventions sont destinées à la section extraordinaire du budget départemental ;

4°) — Des subventions exceptionnelles aux départements dont la situation financière est particulièrement difficile ou qui ont à faire face à des événements calamiteux ou imprévisibles.

Art. 7. — Le fonds départemental et le fonds communal de solidarité participent aux frais de cours de perfectionnement des personnels départementaux et communaux ainsi qu'aux frais d'administration générale de la caisse nationale d'épargne et de prévoyance suivant un pourcentage déterminé par le conseil d'administration, évalué sur la base des coûts de gestion de ces fonds.

Art. 8. — Les ressources communes au fonds communal de solidarité et au fonds départemental de solidarité sont partagées entre ces fonds par décision de la commission prévue par l'article 9, dernier alinéa, de la loi n° 64-227 précitée.

TITRE II. — Fonds de garantie des impositions directes locales.

Art. 9. — Il est créé un fonds départemental de garantie des impositions départementales directes fonctionnant dans les mêmes conditions que le fonds communal de garantie des impositions directes institué par l'article 266 du code communal.

Art. 10. — La caisse nationale d'épargne et de prévoyance est chargée de gérer les fonds départemental et communal de garantie des impositions directes.

Art. 11. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 12. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 août 1967.

Houari BOUMEDIENE.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 fixant la nomenclature des dépenses et recettes des communes.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres
Sur le rapport conjoint du ministre de l'intérieur et
Du ministre des finances et du plan ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal et notamment ses articles 244 et 246 ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le budget communal et le compte administratif du président sont établis suivant les normes du plan comptable général.

Art. 2. — La section de fonctionnement du budget communal comprend les dépenses et les recettes permanentes de la commune.

Art. 3. — La section d'équipement et d'investissement prévue par l'article 246 de l'ordonnance susvisée, comprend deux sous-sections :

- 1° la sous-section d'équipement public,
- 2° la sous-section d'investissement économique.

TITRE I

Nomenclature budgétaire

Art. 4. — Les dépenses et les recettes sont classées par chapitre, article, sous-article, suivant la numérotation décimale.

Art. 5. — La section de fonctionnement des budgets et comptes administratifs communaux, comprend les chapitres ci-dessous désignés :

1° Dépenses :

- 60 — denrées et fournitures,
- 61 — frais de personnel,
- 62 — impôts et taxes,
- 63 — frais pour biens meubles et immeubles,
- 64 — participations et contingents,
- 65 — allocations - subventions,
- 66 — frais de gestion générale,
- 67 — frais financiers,
- 68 — participation au fonds communal de garantie des impositions directes,
- 69 — charges exceptionnelles,
- 83 — prélèvement pour dépenses d'équipement et d'investissement.

2° Recettes :

- 70 — produit de l'exploitation,
- 71 — produits domaniaux,
- 72 — produits financiers,
- 73 — recouvrements - subventions,
- 74 — attributions du fonds de solidarité de la C.N.E.P.,
- 75 — impôts indirects,
- 76 — impôts directs,
- 77 — T.U.V.A.,
- 79 — produits exceptionnels.

Art. 6. — La sous-section d'équipement public comprend les chapitres et articles ci-après :

Dépenses :

- 16 — remboursement d'emprunt (capital),
- 212 — acquisition d'immeubles,
- 214 — acquisition de meubles et gros matériel,
- 230 — travaux neufs,
- 231 — grosses réparations,
- 260 — acquisitions de titre d'Etat ou d'établissement publics nationaux.

Recettes :

- 01 — virement de la sous-section d'investissement économique,
- 100 — prélèvement sur recettes de fonctionnement,
- 103 — dons et legs,
- 105 — subvention en capital,
- 160 — produit des emprunts,
- 212 — aliénation d'immeubles,
- 214 — aliénation de meubles et gros matériel,
- 240 — indemnités de sinistre,
- 260 — aliénation de titres d'état ou d'établissements publics nationaux.

Art. 7. — La sous-section d'investissement économique comprend les chapitres et articles énumérés ci-dessous décrivant le mouvement financier entre la commune et ses unités économiques composées des services publics industriels et commerciaux et des entreprises communales.

Dépenses :

- 01 — virement à la sous-section d'équipement public,
- 0105 — versements aux unités économiques communales de subventions reçues par la commune,
- 0160 — prêts aux unités économiques communales sur emprunts contractés par la commune,
 - 16 — remboursement d'emprunt par la commune,
 - 250 — prêts de la commune aux unités économiques sur ses propres ressources,
 - 261 — participation de la commune au capital d'entreprises privées,
 - 280 — subventions accordées par la commune sur ses propres ressources,
- 02 — prise en charge par la commune de déficits d'unités économiques dissoutes.

Recettes :

- 016 — remboursement par les unités économiques des emprunts contractés pour leur compte par la commune,
- 0161 — remboursement par les unités économiques d'emprunts consentis par la commune.

- 100 — prélèvement sur recettes de fonctionnement,
- 101 — revenu des participations au capital d'entreprises privées,
- 102 — bénéfices des unités économiques,
- 104 — revenu du secteur socialiste,
- 105 — subventions versées à la commune,
- 16 — produits des emprunts.

Un arrêté du ministre de l'intérieur fixe les conditions d'utilisation par la commune des articles 0160 et 16.

TITRE II

Report des résultats du compte administratif

Art. 8. — Les résultats à reporter apparaissant au compte administratif, sont repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant sous les intitulés et numéros de chapitres et articles ci-après :

82 — Charges et produits antérieurs :

1° Excédents reportés :

- Section d'équipement et d'investissement,
 - 820 — 0 déficit reporté,
 - 820 — 7 excédent reporté.
- Section de fonctionnement,
 - 820 — 6 déficit reporté,
 - 820 — 7 excédent reporté.

2° Restes à reporter :

- Section d'équipement et d'investissement :
 - 8210 restes à réaliser sur dépenses,
 - 8211 restes à réaliser sur recettes.
- Section de fonctionnement :
 - 826 : charges sur exercices antérieurs,
 - 827 : produits sur exercices antérieurs,
 - 828 : dégrèvements sur recettes et titres annuels,
 - 829 : mandats annulés par déchéance.

Art. 9. — La nomenclature des dépenses et des recettes du compte administratif est celle du budget supplémentaire.

TITRE III

Dispositions diverses

Art. 10. — Sont considérées comme dépenses et recettes fixées à la clôture de l'exercice :

- les dépenses engagées au 31 décembre de l'année qui a donné son nom à l'exercice, qu'elles aient été ordonnancées ou non ;
- les recettes correspondant aux droits acquis par la commune au cours de l'année considérée, qu'elle aient ou non donné lieu à émission de titre de recette.

Art. 11. — Sont considérées, à la clôture de l'exercice, comme réalisées :

- toutes les dépenses ordonnancées,
- toutes les recettes ayant fait l'objet d'un titre de recettes.

Art. 12. — Sont considérées comme restant à réaliser à la clôture de l'exercice :

- toutes les dépenses engagées non ordonnancées,
- toutes les recettes dont le montant est fixé, qui n'ont pas fait l'objet d'un titre de recettes.

Art. 13. — Tous les crédits, dépenses et recettes de la section d'équipement et d'investissement sont grevés d'affectations spéciales.

Art. 14. — Un arrêté interministériel fixe le cadre budgétaire et détermine l'intitulé et le numéro de chaque article et, en tant que de besoin, de certains sous-articles.

Art. 15. — Le présent décret sera appliqué progressivement à l'ensemble des communes, à partir de l'exercice 1968, suivant des modalités définies par arrêté du ministre de l'intérieur.

Art. 16. — Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 juillet 1967.

Houari BOUMEDIENE

Décret n° 67-145 du 31 juillet 1967 relatif au prélèvement sur les recettes de fonctionnement.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport conjoint du ministre de l'intérieur et
Du ministre des finances et du plan ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal et notamment ses articles 244 et 246 ;

Vu le décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 fixant la nomenclature des dépenses et recettes des communes et le cadre budgétaire communal ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le prélèvement sur recettes de fonctionnement est au moins égal à 10% des prévisions de recettes. En outre, il doit assurer obligatoirement l'équilibre de la sous-section d'équipement public.

Ce prélèvement ne peut servir à couvrir un déficit de la sous-section d'investissement économique. Toutefois, des dérogations à cette règle peuvent être autorisées par le ministre de l'intérieur, après avis du ministre des finances et du plan. Ces dérogations ne pourront être accordées qu'en faveur d'opérations d'investissements productifs réalisées par les communes dans leur secteur économique.

Art. 2. — Ce taux pourra être relevé ultérieurement par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et du plan.

Art. 3. — Le montant du prélèvement sur recettes de fonctionnement, peut être augmenté en cours d'exercice :

1° Par la voie du budget supplémentaire, par utilisation de tout ou partie de l'excédent de recettes de la section de fonctionnement, après modifications des prévisions de recettes et de dépenses et incorporations des résultats de l'exercice précédent.

2° Par la voie d'autorisations spéciales à concurrence de l'excédent de recettes de la section de fonctionnement du budget supplémentaire, éventuellement modifié par des autorisations spéciales de recettes et de dépenses prises depuis le vote de ce budget. L'avis du receveur communal sur l'existence réelle de cet excédent, compte tenu des réalisations de recettes doit être demandé au préalable et joint à la délibération de l'assemblée populaire communale, lors de son envoi à l'approbation de l'autorité de contrôle.

Art. 4. — Le prélèvement sur recettes de fonctionnement fait l'objet d'un ordonnancement pour ordre, dès le début de l'exercice pour le prélèvement effectué au titre du budget primitif et dès l'approbation du budget supplémentaire ou de l'autorisation spéciale pour les compléments de prélèvement prévus à l'article 3 du présent décret.

Art. 5. — Le prélèvement sur recettes de fonctionnement est porté au compte administratif du président comme dépenses réalisées à la section de fonctionnement pour le montant total des ordonnancements pour ordre. Il est de même porté comme recette réalisée dans les sous-sections d'équipement public et d'investissement économique pour le même montant.

Art. 6. — Ce prélèvement ne peut être affecté qu'à des dépenses en capital d'intérêt communal à l'exclusion de tout autre objet.

Art. 7. — Les produits du prélèvement non utilisés pendant l'exercice, peuvent être reportés au cours des deux exercices qui suivent.

Art. 8. — A la clôture de l'exercice et en attendant leur utilisation, les produits du prélèvement sont déposés au fonds communal de solidarité. Les sommes qui, au terme de trois exercices consécutifs, n'auront pas été affectées à des projets d'investissement dont l'utilité est reconnue par les autorités de contrôle, seront acquises par le fonds qui les consacrera à l'octroi de subventions d'équipement.

Art. 9. — Un arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et du plan, fixera les modalités d'application au présent décret aux communes qui, pendant la période d'entrée en vigueur progressive du plan comptable, demeureront soumises à l'ancien cadre budgétaire.

Art. 10. — Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 juillet 1967.

Houari BOUMEDIENE

Décret n° 67-159 du 15 août 1967 fixant les modalités de fonctionnement du fonds communal et du fonds départemental de garantie.

Le Chef du Gouvernement, Président du conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur et
Du ministre des finances et du plan,

Vu la loi n° 64-227 du 10 août 1964 portant création et fixant les statuts de la caisse nationale d'épargne et de prévoyance ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal, notamment ses articles 266 et 227 ;

Vu l'ordonnance n° 67-158 du 15 août 1967 modifiant et complétant la loi n° 64-227 du 10 août 1964 susvisé ;

Vu le décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 fixant la nomenclature des dépenses et recettes des communes ;

Décète :

TITRE I. - ATTRIBUTIONS DES FONDS DE GARANTIE

Article 1^{er}. — Le fonds communal et le fonds départemental de garantie acquittent en dépense :

— Les dégrèvements et les non valeurs sur les impositions directes locales prononcées au cours de l'exercice,

— Les insuffisances des constatations par rapport aux prévisions des communes et des départements,

— Les frais d'assiette et de perception.

Art. 2. — Pour pouvoir exercer ces attributions, les fonds perçoivent en recettes :

— Les montants des participations des communes et des départements.

— Le produit des rôles supplémentaires et de régularisation des impositions directes locales émis au titre d'année antérieures.

— Le montant des plus-values des constatations par rapport aux prévisions des communes et des départements.

TITRE II. - TAUX DES PARTICIPATIONS

COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE

Art. 3. — Les taux de participation des communes et des départements à leurs fonds de garantie respectifs sont déterminés chaque année par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et du plan en considération des résultats de la liquidation des impositions directes locales au cours de l'exercice précédent.

Art. 4. — Lorsque, pour une année déterminée, la liquidation des impositions directes locales place les fonds de garantie, compte tenu de leurs recettes et de leurs charges énumérées aux articles 1 et 2 ci-dessus, dans une position débitrice ou créditrice, les taux de participation applicables à l'exercice suivant sont révisés en hausse ou en baisse de façon à rétablir la neutralité de ces fonds envers le trésor et les commune.

TITRE III. - DISPOSITIONS COMPTABLES

PARTICULIERES AU FONDS COMMUNAL DE GARANTIE

Art. 5. — Chaque versement mensuel d'acomptes sur impositions locales directes, prévu par l'article 265 du code communal, fait l'objet d'un mandatement par le directeur des impôts.

Le mandat doit faire apparaître le montant brut de l'acompte, la participation communale au fonds de garantie et le net à payer.

Art. 6. — Les trésoriers départementaux versent au receveur communal le montant net de l'acompte et à la caisse nationale d'épargne et de prévoyance le montant du prélèvement effectué au titre de la participation communale.

Art. 7. — Le receveur communal prend en recette le montant brut de l'acompte et en dépense le montant de la participation communale au fonds de garantie. Cette dernière opération donne lieu à l'émission par le président de l'assemblée populaire communale d'un titre de recette imputé sur les articles du chapitre 76 : " impôts directs " et d'un mandat de paiement imputé sur le chapitre 68 " participation au fonds de garantie " des nouveaux budgets communaux.

Art. 8. — Les communes, provisoirement soumises à l'ancien cadre budgétaire imputeront les titres de recettes sur les chapitres « produit des taxes locales directes » et « taxes et autres impositions directes perçues en vertu de rôles » et les mandats de paiement sur un article dénommé « participation au fonds de garantie des impôts directs » ouvert à cet effet au chapitre « Dépenses ordinaires diverses » de leur budget.

**TITRE IV. — DISPOSITIONS COMPTABLES
PARTICULIERES AU FONDS DEPARTEMENTAL
DE GARANTIE**

Art. 9. — Le directeur des impôts mandate chaque mois au profit des départements le douzième de leurs prévisions fiscales directes. Les mandats doivent faire apparaître le montant brut de l'acompte, la participation départementale au fonds de garantie et le net à payer.

Art. 10. — Le trésorier principal d'Alger verse aux trésoriers départementaux, comptables des départements, le montant brut des acomptes.

Art. 11. — Les trésoriers départementaux prennent en recettes le montant brut de l'acompte et versent à la caisse nationale d'épargne et de prévoyance les participations départementales au fonds de garantie. Ces deux opérations donnent lieu à l'émission par les préfets d'un titre de recette imputé sur le chapitre « taxes directes départementales » et d'un mandat de paiement imputé sur un article dénommé « participation au fonds de garantie des impôts directs », ouvert à cet effet au chapitre « dépenses diverses » du budget ordinaire départemental.

Art. 12. — Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 août 1967.

Houari BOUMEDIENE.

Décret n° 67-160 du 15 août 1967 fixant les modalités de fonctionnement du fonds communal de solidarité.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des Ministres,
Sur le rapport conjoint du ministre de l'intérieur et
Du ministre des finances et du plan,

Vu la loi n° 64-227 du 10 août 1964 portant création et fixant les statuts de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal, notamment ses articles 266 et 268 ;

Vu l'ordonnance n° 67-158 du 15 août 1967 modifiant et complétant la loi n° 64-227 du 10 août 1964 susvisée ;

Vu le décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 fixant la nomenclature des dépenses et recettes des communes ;

Décète :

Article 1^{er}. — Chaque année, la commission du fonds communal de solidarité prévue à l'article 9 de la loi n° 64-227 du 10 août 1964, détermine la part des recettes totales du fonds qui sera affectée à chacun des emplois prévus à l'article 268 du code communal

TITRE I

Attributions de péréquation

Art. 2. — L'ensemble des communes perçoivent une attribution de péréquation proportionnelle à leur population.

Art. 3. — Les communes peuvent percevoir en outre une attribution complémentaire de péréquation. Cette attribution complémentaire est calculée de façon à assurer un minimum de 60.000 ressources non fiscales aux communes de moins de 60.000 habitants. Pour les communes dont la population est supérieure à 60.000 habitants l'attribution complémentaire est calculée proportionnellement au nombre d'enfants scolarisés.

Un arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et du plan fixe les modalités d'application du présent article.

Art. 4. — La valeur par habitant de l'attribution prévue à l'article 2 et les bases de calcul des attributions complémentaires de péréquation prévues à l'article 3 sont fixées annuellement par décision de la commission du fonds communal de solidarité.

TITRE II

Subventions exceptionnelles

Art. 5. — Une subvention exceptionnelle peut être accordée aux communes dont la situation financière est particulièrement difficile. Elle doit être demandée avant que le budget supplémentaire ne soit soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Cette subvention est accordée ou refusée par la commission du fonds qui statue au vu d'un dossier qui retrace de façon détaillée la situation financière de la commune. En cas de refus,

la commission motive ce dernier et adresse conjointement à la commune et à son autorité de tutelle des recommandations propres à assurer l'équilibre budgétaire.

Art. 6. — Le dossier présenté devant la commission doit comporter :

- la fiche financière annexée au présent décret.
- les résultats des trois derniers exercices budgétaires doivent figurer sur cette fiche.
- le projet de budget supplémentaire.

Art. 7. — Une subvention exceptionnelle peut être accordée à tout moment aux communes qui ont à faire face à des événements calamiteux ou imprévisibles. Cette subvention ne peut, en aucun cas, compenser un déséquilibre du budget primitif ou du budget supplémentaire.

La subvention est accordée ou refusée par la commission du fonds au vu d'un rapport circonstancié du Préfet, qui précise notamment :

- 1) La nature et les conséquences de la calamité ou de l'événement imprévisible.
- 2) L'évaluation sommaire des dégâts ou des besoins causés, en distinguant ceux qui ont atteint les particuliers et ceux qui ont atteint le patrimoine communal.
- 3) L'évaluation de la part que la commune peut prendre à sa charge, notamment grâce au crédit prévu à l'article 257 du Code communal.
- 4) L'avis de l'autorité de contrôle sur la suite à donner à cette demande.

TITRE III

Subventions d'équipement

Art. 8. — Le fonds communal de solidarité peut sur ses ressources générales et sur les produits que la loi affecte spécialement à cet effet, accorder des subventions pour l'équipement public des communes.

Art. 9. — Les projets susceptibles d'être subventionnés par le fonds de solidarité doivent concerner des équipements complémentaires ou supplémentaires aux objectifs du Plan national de développement. En outre, chaque projet doit constituer une tranche d'équipement se suffisant à elle-même.

Art. 10. — La commission du fonds communal de solidarité décide, au vu du dossier présenté et des résultats des opérations précédemment engagées, du montant de la subvention qu'il convient d'attribuer à la commune. Pour ce faire la commission peut s'élargir et prendre l'avis de représentants des ministères techniques intéressés au projet d'équipement.

Art. 11. — La commune joindra à l'appui de sa demande la fiche financière prévue à l'article 6 du présent décret. Elle indiquera en outre quel effort personnel elle entend faire pour contribuer à la réalisation de cet équipement. Cet effort pourra consister en un apport financier, en terrain, en matériel ou en main-d'œuvre.

Art. 12. — L'étude technique préparatoire à la réalisation de l'équipement, l'évaluation du coût des travaux et l'établissement du plan de financement pourront être confiés soit à la commune, soit aux services techniques de l'Etat, soit à un établissement public national chargé de l'équipement des collectivités locales et dont les statuts seront définis ultérieurement.

Art. 13. — Lorsque la réalisation de l'équipement sera confiée à l'établissement visé à l'article 12, la subvention octroyée par la commune sera directement versée à cet établissement, en vertu d'un agrément spécial. Cet établissement pourra, dès que la décision de subvention lui aura été notifiée par la commission, et sans attendre son versement effectif, engager les travaux.

La commune inscrira pour ordre cette subvention en recettes et en dépenses de la sous-section d'équipement public du budget supplémentaire qui suit l'achèvement des travaux.

Art. 14. — Les subventions d'équipement sont annulées de plein droit si elles n'ont pas été consommées à la fin du second exercice qui suit leur attribution.

Art. 15. — Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 août 1967.

Houari BOUMEDIENE.

FICHE

(Décret 67 du

Numéro du Code

	Chap. ou art. Plan compt.	Opérations à effectuer	Montant			Valeur en pourcentage			Valeur en dinars par habitants		
			19	19	19	% par rap. à la ligne	19	19	19	19	19
I — RENSEIGNEMENTS GENERAUX											
A — Renseignements physiques											
1 Population totale											
2 Population scolarisable						1					
3 Population scolarisée						2					
4 Surface de la commune (en hectare).											
5 Surface des bâtiments communaux (en m2)											
6 Effectif du personnel communal per- manent						1					
7 Voitures de tourisme du parc com- munal						6					
8 Longueur voirie communale (en Km)											
B — Renseignements financiers											
9 Recettes totales réelles											
10 Dépenses totales réelles											
11 Montant de la dette											
12 Prix de l'eau (DA. m3)											
II — SECTION DE FONCTIONNEMENT											
A — Définition de l'équilibre											
13 Excédent total de recettes						9					
14 Excédent total des dépenses						9					
15 Produit de la fiscalité	75 76 77	75+76 +77				9					
16 Ressources domaniales	71					9					
17 Produits de l'exploitation	70					9					
18 Recouvrements et subventions	73					9					
19 Fonds solidarité - Péréquation	740					9					
20 Produits exceptionnels	79					9					
21 Dont serv. excep. fonds de solid.						9					
22 Prélèvement sur recettes de fonct. ...	100					9					

FINANCIERE

Commune de

1967)

Département de

	Plan compt. Chap. ou art.	Opérations à effectuer	Montant			Valeur en pourcentage			Valeur en dinars par habitant			
			19	19	19	% par rap. à la ligne	19	19	19	19	19	19
B — Dépenses de fonctionnement												
25 Dépenses ordinaires (prélèv. exclu) ..	T.D.83					9						
26 Denrées et fournitures	60					25						
27 Personnel	61					25						
28 Dont personnel administratif						27						
29 Participations et contingents	640					25						
30 Allocations et subventions	650					25						
31 Dont aide scolaire	658					30						
C — Recettes fiscales												
32 Impôts directs	76					9						
33 Taux voté - Taxe foncière												
34 Taxe sur l'activité professionnelle T.A.P.	761					32						
35 I.T.S.	762					32						
36 Impôts indirects	75					9						
37 T.U.V.A.	77					9						
III — EQUIPEMENT PUBLIC												
38 Dépenses d'équipement	212 214 230 231	212 + 214 + 230 + 231				9						
Dont acquisition immeubles et	212	212 +										
39 Travaux neufs	230	230				38						
40 Autofinancement	100 101	100 + 101										
41 Emprunts utilisés	160											
42 Subventions	165											
43 Rapport 38/9												
IV — INVESTISSEMENT ECONOMIQUE												
44 Total des dépenses						9						
45 Bénéfices des U.E.C.						44						
46 Revenu du secteur socialiste						44						

Le Receveur Communal,

Arrêté interministériel du 31 juillet 1967 fixant la forme du cadre budgétaire communal et la subdivision en articles et sous-articles de chapitres du budget communal.

Le ministre de l'intérieur et
Le ministre des finances et du plan,

Vu le décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 fixant la nomenclature des dépenses et des recettes des communes et notamment ses articles 7 et 14 ;

Arrêtent :

TITRE I

**Forme du cadre budgétaire
et du compte administratif communaux**

1°) Budget primitif.

Article 1^{er}. — La section de fonctionnement est développée sur 6 colonnes.

- Col. 1 - Nomenclature des dépenses et recettes ;
- Col. 2 - Rappel, pour mémoire, des crédits inscrits au budget supplémentaire de l'exercice précédent, colonne 4 ; approbation de l'autorité de tutelle ;
- Col. 3 - Prévisions de dépenses et de recettes proposées par le président ;
- Col. 4 - Fonds spéciaux ;
- Col. 5 - Prévisions de dépenses et de recettes votées par l'Assemblée populaire communale ;
- Col. 6 - Prévisions de dépenses et de recettes admises par l'autorité de tutelle.

Art. 2. — La sous-section d'équipement public est développée sur 3 colonnes et un cadre.

- Col. 1 - Libellé des dépenses et des recettes ;
- Cadre 2 - Propositions du président développées sur autant de colonnes qu'il est envisagé d'opérations d'équipement dénommées « programmes » ;
- Col. 3 - Vote de l'Assemblée populaire communale sur les propositions du président ;
- Col. 4 - Approbation de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — La sous-section d'investissement économique est développée sur 4 colonnes et 2 cadres.

- Col. 1 - Libellé des opérations financières de la commune ;
- Col. 2 - Prévisions de dépenses et de recettes, propositions du président ;
- Col. 3 - Vote de l'Assemblée populaire communale ;
- Col. 4 - Approbation de l'autorité de tutelle ;
- Cadre 1 - Développement des prévisions de dépenses par opération n'intéressant pas les unités économiques communales et par attributions à ces dernières ;
- Cadre 2 - Développement des investissements des unités économiques communales sur attributions prévues au cadre 1.

2°) Budget supplémentaire.

Art. 4. — La section de fonctionnement est développée sur 7 colonnes.

- Col. 1 - Nomenclature des recettes et des dépenses ;
- Col. 2 - Crédits dépenses et recettes ouverts au budget primitif ;
- Col. 3 - Modifications proposées par le président, subdivisées en deux colonnes réservées aux augmentations et diminutions ;
- Col. 4 - Nouveaux crédits recettes et dépenses totalisant les crédits ouverts au budget primitif et les augmentations et diminutions ;
- Col. 5 - Fonds spéciaux ;
- Col. 6 - Vote de l'Assemblée populaire communale ;
- Col. 7 - Approbation de l'autorité de tutelle.

Art. 5. — La sous-section d'équipement public est développée sur 5 colonnes et cadre.

- Col. 1 - Libellé des dépenses et des recettes ;
- Col. 2 - Rappel des crédits ouverts au budget primitif, colonne 4 ; approbation de l'autorité de tutelle ;
- Cadre 3 - Propositions du président développées sur autant de colonnes que de besoin, destinées à recevoir : les crédits du budget primitif modifiés, les programmes nouveaux, les restes à réaliser de l'exercice précédent, le total des propositions du président ;

- Col. 4 - Vote de l'Assemblée populaire communale ;
- Col. 5 - Approbation de l'autorité de tutelle.

Art. 6. — La sous-section d'investissement économique est développée sur 5 colonnes et 3 cadres.

- Col. 1 - Libellé des opérations financières de la commune ;
- Col. 2 - Rappel des crédits ouverts au budget primitif ;
- Col. 3 - Crédits modifiés du budget primitif et crédits nouveaux proposés par le président ;
- Col. 4 - Vote de l'Assemblée populaire communale ;
- Col. 5 - Approbation de l'autorité de tutelle.
- Cadre 1 - Développement des prévisions de dépenses par opérations n'intéressant pas les unités économiques communales et par attributions à ces dernières ;
- Cadre 2 - Développement des restes à réaliser de l'exercice précédent ;
- Cadre 3 - Développement des restes à réaliser des exercices précédents sur les investissements des unités économiques communales.

3°) Compte administratif.

Art. 7. — La section de fonctionnement est développée sur 7 colonnes.

- Col. 1 - Nomenclature des dépenses et des recettes ;
- Col. 2 - Crédits ouverts au budget supplémentaire et autorisations spéciales intervenues depuis l'approbation du budget supplémentaire ;
- Col. 3 - Dépenses engagées et fixation du montant des recettes ;
- Col. 4 - Dépenses et recettes réalisées ;
- Col. 5 - Dépenses et recettes restant à réaliser ;
- Col. 6 - Rappel des fonds grevés d'affectation spéciale non réalisés à la clôture de l'exercice ;
- Col. 7 - Observations, notamment rappel des autorisations spéciales.

Art. 8. — La sous-section d'équipement public est développée sur 7 colonnes et 1 cadre.

- Col. 1 - Libellé des dépenses et des recettes ;
- Col. 2 - Crédits ouverts au budget supplémentaire et autorisations spéciales intervenues depuis le vote du budget supplémentaire ;
- Col. 3 - Fixation des dépenses et des recettes ;
- Col. 4 - Dépenses et recettes réalisées ;
- Col. 5 - Dépenses et recettes restant à réaliser ;
- Col. 6 - Dépenses et recettes annulées ;
- Col. 7 - Observations, notamment rappel des autorisations spéciales ;
- Cadre 1 - Développement des restes à réaliser.

Art. 9. — La sous-section d'investissement économique est développée sur 5 colonnes et 3 cadres.

- Col. 1 - Libellé des interventions de la commune ;
- Col. 2 - Crédits ouverts au budget supplémentaire et autorisations spéciales intervenues depuis l'approbation du budget supplémentaire ;
- Col. 3 - Total des dépenses et recettes réalisées ;
- Col. 4 - Restes à réaliser ;
- Col. 5 - Observations, notamment rappel des autorisations spéciales ;
- Cadre 1 - Développement des réalisations de dépenses ;
- Cadre 2 - Développement des restes à réaliser sur exercice antérieur ;
- Cadre 3 - Développement des réalisations et des restes à réaliser à la clôture de l'exercice sur investissement des unités économiques communales.

4°) Balances générales des budgets et compte administratif.

Art. 10. — **Budget primitif et budget supplémentaire.**

Les balances générales du budget primitif et du budget supplémentaire sont destinées à faire apparaître le montant réel des prévisions de dépenses et de recettes. Elles sont développées sur 4 colonnes.

- Col. 1 - Libellés des sections du budget et des virements internes ;
- Col. 2 - Propositions du président ;
- Col. 3 - Vote de l'Assemblée populaire communale ;
- Col. 4 - Approbation de l'autorité de tutelle.

Art. 11. — **Compte administratif.**

La balance générale du compte administratif est destinée à faire apparaître le montant réel des dépenses et recettes

réalisées ou restant à réaliser ainsi que l'excédent réel de recettes ou dépenses.

Elle est développée sur 4 colonnes.

- Col. 1 - Libellé des sections du budget et des virements internes ;
- Col. 2 - Fixation des dépenses (engagements) et des recettes ;
- Col. 3 - Dépenses et recettes réalisées ;
- Col. 4 - Dépenses et recettes restant à réaliser.

5°) **Tableaux annexes des budgets et comptes administratifs communaux.**

Art. 12. — L'utilisation des lignes de renseignement statistique et des tableaux de développement de certains chapitres, articles et services prévus sur les modèles de cadre budgétaire annexé au présent arrêté, est obligatoire.

TITRE II

Subdivision des chapitres de la section de fonctionnement et de l'article 105 de la sous-section d'équipement public.

Art. 13. — Les chapitres de dépenses de la section de fonctionnement des budgets et compte administratif communaux, énumérés par l'article 5, 1° du décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 sont subdivisés en articles suivant la nomenclature et la numérotation ci-dessous :

Chapitre 60. — Denrées et fournitures.

- 600 — Produits pharmaceutiques
- 601 — Alimentation
- 602 — Habillement
- 603 — Carburants
- 604 — Combustibles
- 605 — Fournitures pour l'entretien des bâtiments
- 606 — Fournitures de voirie
- 607 — Fournitures scolaires
- 608 — Fournitures pour l'entretien du matériel
- 609 — Autres fournitures

Chapitre 61. — Frais de personnel.

- 610 — Rémunération du personnel permanent
- 611 — Rémunération du personnel temporaire
- 615 — Rémunérations diverses
- 618 — Charges sociales

Chapitre 62. — Impôts et taxes.

- 620 — Impôts sur traitement (V.F.)
- 629 — Autres impôts et taxes

Chapitre 63. — Frais pour biens meubles et immeubles.

- 630 — Loyers et charges locatives
- 631 — Entretien à l'entreprise
- 633 — Acquisition du petit matériel et outillage
- 634 — Gaz, électricité, eau
- 635 — Assurances meubles et immeubles

Chapitre 64. — Participations et contingents.

- 640 — Contingent de police d'Etat
- 641 — Contingent A.M.G.
- 642 — Participation au service d'hygiène scolaire
- 643 — Participation à lutte contre incendie
- 645 — Cotisations municipales
- 647 — Participation à charges intercommunales
- 648 — Participation au frais de gestion du receveur

Chapitre 65. — Allocations, subventions.

- 650 — Affectation spéciale de
- 65 — Primes de secours
- 655 — Bourses et prix
- 657 — Subventions
- 658 — Aide sociale

Chapitre 66. — Frais de gestion générale.

- 660 — Indemnité de fonctions aux membres de l'Exécutif communal
- 661 — Frais de mission des membres de l'Exécutif communal
- 662 — Impressions, reliures et fournitures de bureau
- 663 — Documentation générale
- 664 — Frais de P.T.T.
- 665 — Frais d'actes et de contentieux
- 666 — Fêtes et cérémonies
- 667 — Frais de transport
- 668 — Assurances responsabilité civile
- 669 — Dépenses imprévues

Chapitre 67. — Frais financiers.

- 670 — Intérêts
- 671 — Service de
- 672 — Service de
- 673 — Service de

Art. 14. — Les chapitres de recettes de la section de fonctionnement des budgets et compte administratif communaux énumérés par l'article 5, 2° du décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 précité, sont subdivisés en article suivant la nomenclature et la numérotation ci-dessous :

Chapitre 70. — Produits de l'exploitation.

- 700 — Vente de produits ou de services
- 702 — Droits de visite
- 706 — Taxes funéraires
- 707 — Expéditions administratives
- 708 — Services payés au personnel

Chapitre 71. — Produits domaniaux.

- 710 — Vente de récoltes
- 714 — Location des immeubles
- 715 — Droits de voirie, place, stationnement, etc.,
- 716 — Concessions dans les cimetières

Chapitre 72. — Produits financiers.

- 720 — Revenu des titres et rentes
- 721 — Service de
- 722 — Service de.
- 723 — Service de

Chapitre 73. — Recouvrements subventions.

- 730 — Recouvrements sur fonds de compensation des Allocations familiales et fonds social de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance
- 731 — Participation à l'aide sociale
- 732 — Bonification d'emprunt
- 733 — Subventions de l'Etat et autres collectivités publiques
- 734 — Droit de fêtes

Chapitre 74. — Intervention Caisse nationale d'épargne et de prévoyance.

- 740 — Attribution de péréquation
- 741 — Répartition de ressources spéciales

Chapitre 75. — Impôts indirects.

- 750 — T.U.G.P.S.
- 751 — Taxe d'abatage
- 752 — Taxe sur les spectacles
- 753 — Taxe sur les jeux de hasard
- 754 — Taxe de séjour

Chapitre 76. — Impôts directs.

- 760 — Taxe foncière
- 761 — Taxe sur activité professionnelle
- 762 — Part communale sur le produit du versement forfaitaire et de l'impôt sur les traitements et salaires

Art. 15. — L'article 105 « Subventions », de la sous-section d'équipement public, mentionné dans l'énumération de l'article 6 du décret n° 67-144, du 31 juillet 1967, précité, est subdivisé en trois sous-articles.

- 1050 — Subventions de l'Etat
- 1051 — Subventions du département
- 1052 — Subventions du Fonds communal de solidarité

Art. 16. — L'utilisation des articles 0160 et 16 de la sous-section d'investissement économique est subordonnée à autorisation du ministre de l'intérieur, chaque fois qu'elle concerne les unités économiques autres que les services publics industriels et commerciaux.

Art. 17. — Les demandes d'autorisations formulées en application de l'article 16 ci-dessus, sont adressées par les communes au préfet qui les transmet, avec son avis motivé, au ministre de l'intérieur.

Art. 18. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 juillet 1967,

Le ministre de l'intérieur,

Le ministre des finances
et du plan,

Ahmed MEDEGHRI

Ahmed KAITI

Budget primitif

Exercice

Commune département

Recette de

Nombre de membres composant l'assemblée
populaire communale

M. Président

Renseignements statistiques		Virement entre articles	Articles	Libellé
POPULATION : Dénombrement du Population communale Population contributive SCOLARISATION : Nombre d'enfants scolarisables Nombre d'enfants des écoles publiques du premier degré		Le Président peut, conformément aux dispositions du code communal, procéder de sa propre autorité et sans autorité spéciale, à des virements entre articles à l'intérieur d'un même chapitre à l'exception : 1°) de tous les articles dotés de fonds grevés d'affectation spéciale, 2°) de tous les articles des sous-sections d'équipement public et économique, 3°) des articles de la section de fonctionnement désignés ci-contre.		

BALANCE GENERALE

DEPENSES	Propo- sition du président	Vote de l'A.P.C.	Appro- bation	RECETTES	Propo- sition du président	Vote de l'A.P.C.	Appro- bation
Section fonctionnement Dépenses totales 100 - Prélèvement S/dépenses de fonctionnement Dépenses réelles				Recettes totales 100 - Prélèvement sur recettes de fonctionnement 01 - Virement de la S/section économique Recettes réelles			
S/Section d'équipement public : Dépenses totales				Recettes totales 100 - Prélèvement sur recettes de fonctionnement Recettes réelles			
S/Section économique : Dépenses totales : 01 - Virement à S/section d'é- quipement public Dépenses réelles				Recettes totales 100 - Prélèvement sur recettes de fonctionnement Recettes réelles			
Total global des dépenses réelles Excédent de recettes				Total global des recettes réelles			

Présenté par nous membres de l'Assemblée
populaire communale en session ordinaire,
le présent budget

A, le 19.....

Le président,

Arrêté à la somme de
figurant dans la colonne réservée à cet effet
le présent budget.

A, le 19.....

Les membres de l'Assemblée populaire communale,

Le préfet.

BUDGET PRIMITIF - SECTION DE FONCTIONNEMENT

Articles DEPENSES	Crédits portés au dernier B.S.	Proposition du président	Fonds spéciaux	Vote A. P. C.	Approbation	OBSERVATIONS
60 - Denrées et fournitures						
600 - Produits pharmaceutiques						
601 - Alimentation						
602 - Habillement						
603 - Carburants						
604 - Combustibles						
605 - Fournitures pour l'entretien des bâtiments						
606 - Fournitures de voierie						
607 - Fournitures scolaires						
608 - Fournitures pour l'entretien du matériel						
609 - Autres fournitures						
61 - Frais de personnel						
610 - Rémunération du personnel permanent						
611 - Rémunération du personnel temporaire						
615 - Rémunérations diverses						
618 - Charges sociales						
62 - Impôts et taxes						
620 - Impôts sur traitements (V.F.)						
629 - Autres Impôts et taxes						
63 - Frais pour biens meubles et immeubles						
630 - Loyers et charges locatives ..						
631 - Entretien à l'entreprise						
633 - Acquisition du petit matériel et outillage						
634 - Gaz, électricité, eau						
635 - Assurances meubles et im- meubles						

(Suite)

	Crédits portés au dernier B.S.	Prop. du président	Fonds spéciaux	Vote A.P.C.	Approbation	Observations
64 - Participations et contingents						
640 - Contingent de police d'Etat ..						
641 - Contingent A.M.G.						
642 - Participation au service d'hygiène scolaire						
643 - Participation à lutte contre l'incendie						
645 - Cotisations municipales						
647 - Participations à charges intercommunales						
648 - Participations aux frais de gestion du receveur						
65 - Allocations subventions						
650 - Affectations spéciales de donations						
651 - Primes et secours						
655 - Bourses et prix						
657 - Subventions						
658 - Aide sociale						
66 - Frais de gestion générale						
660 - Ind. de fonctions des membres de l'exc. communal						
661 - Frais de missions des membres de l'exc. communal						
662 - Impressions, reliures et fournitures de bureau						
663 - Documentation générale						
664 - Frais de P.T.T.						
665 - Frais d'actes et de contentieux						
666 - Fêtes et cérémonies						
667 - Frais de transport						
668 - Assurance responsabilité civile.						
669 - Dépenses imprévues						
67 - Frais financiers						
670 - Intérêts						
68 - Participation au fonds de garantie des impôts directs						
69 - Charges exceptionnelles						
83 - Prélèvement sur recettes de fonctionnement						
Total des dépenses						
850 - Excédent de recettes						

BUDGET PRIMITIF - SECTION FONCTIONNEMENT

RECETTES	Crédits ouverts au dernier B.S.	Prop. du président	Fonds spéciaux	Vote A.P.C.	Approbation	Observations
70 -- Produits de l'exploitation						
700 -- Vente de produits ou de services						
702 -- Droits de visite						
706 -- Taxes funéraires						
707 -- Expéditions administratives						
708 -- Services payés au personnel						
71 -- Produits domaniaux						
710 -- Ventes de récoltes						
714 -- Location des immeubles						
715 -- Droits de voiries, place, stationnement, etc...						
716 -- Concessions dans les cimetières						
72 -- Produits financiers						
721 -- Revenu des titres et rentes						
73 -- Recouvrements subventions						
730 -- Recouvrements sur fonds de compensation des A.F. et fonds social de C.N.E.P.						
731 -- Participation à l'aide sociale						
732 -- Bonification d'emprunt						
733 -- Subventions de l'Etat et autres Coll. publ.						
734 -- Droit de fêtes						
74 -- Intervention C.N.E.P.						
740 -- Attribution de péréquation						
741 -- Répartition de ressources spéciales						
75 -- Impôts indirects						
750 -- T.U.G.P.S.						
751 -- Taxe d'abatage						
752 -- Taxes sur les spectacles						
752 -- Taxe sur les spectacles						
753 -- Taxe sur les jeux du hasard						
754 -- Taxe de séjour						
Impôts directs						
760 -- Taxe foncière						
761 -- Taxe sur l'activité professionnelle						
762 -- VF - I.T.S.						
77 -- T.U.V.A.						
79 -- Produits exceptionnels						
TOTAL DES RECETTES						

DETAIL DE CERTAINS SERVICES

DETAIL PAR SERVICE									
Total des dépenses									
60 — Denrées et fournitures									
600 — Produits pharmaceutiques ..									
601 — Alimentation									
602 — Habillement									
603 — Carburants									
604 — Combustibles									
605 — Fournitures pour l'entretien des bâtiments									
606 — Fournitures de voierie									
607 — Fournitures scolaires									
608 — Fournitures pour l'entretien du matériel									
609 — Autres fournitures									
61 — Frais du personnel									
62 — Impôts et taxes									
620 — Impôts sur les traitements (V.F.)									
621 — Autres impôts et taxes									
63 — Frais pour biens meu- bles et immeubles									
630 — Loyers et charges locatives..									
631 — Entretien à l'entreprise									
633 — Acquisition de petit matériel et outillage									
634 — Gaz, électricité et eau									
635 — Assurances meubles et im- meubles									
64 — Participations et con- tingents									
640 — Contingent de police d'Etat...									
641 — Contingent d'A.M.G.									
642 — Participation au service d'hy- giène scolaire									
643 — Participation à la lutte contre l'incendie									
645 — Cotisation communales									
647 — Participation à charge in- ter-communales									
65 — Allocations et sub- ventions									
Affectations spéciales									
350 — De donations									
651 — Primes et secours									
655 — Bourses et prix									
657 — Subventions									
658 — Aide sociale									

BUDGET PRIMITIF — SOUS-SECTION D'INVESTISSEMENT ECONOMIQUE

LIBELLE DES OPERATIONS FINANCIERES DE LA COMMUNE		Propositions du Président	Vote de l'A.P.C.	Approbation	Observations
Dépenses					
01 — Virement à la sous-section d'équipement public					
0105 — Versement aux U.E.C. des subventions reçues par la commune	Services publics				
	Entreprises communales				
0160 — Prêts aux U.E.C. sur emprunt contracté par la commune	Services publics				
	Entreprises communales				
250 — Prêts aux U.E.C. par la commune sur ses propres ressources	Services publics				
	Entreprises communales				
16 — Remboursement d'emprunt par la commune					
261 — Participation de la commune au capital d'entreprises privées					
280 — Subventions accordées par la commune sur ses propres ressources	Services publics				
	Entreprises communales				
02 — Prise en charge de déficit d'entreprises communales dissoutes					
RECETTES					
0160 — Remboursement par les U.E.C. des emprunts contractés pour le compte par la commune	Service public				
	Entrep. commun.				
0161 — Remboursement par les U.E.C. des emprunts consentis par la commune sur ses propres ressources	Service public				
	Entrep. commun.				
100 — Prélèvement sur recettes de fonctionnement	Service public				
	Entrep. commun.				
101 — Revenu des participations au capital d'entreprises privées					
102 — Bénéfice des entreprises communales					
104 — Revenu du secteur socialiste					
105 — Subventions versées à la commune					
16 — Produits des emprunts					
Excédent des recettes					

Budget supplémentaire
 Exercice

Commune Département
 Recette de
 Nombre de membres composant l'Assemblée
 Populaire communale
 M., Président

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES		Virements entre articles	Articles	Libellé
POPULATION : Dénombrement du Population communale Population contributive SCOLARISATION : Nombre d'enfants scolarisables Nombre d'enfants des écoles publiques du 1 ^{er} degré		Le Président peut conformément aux dispositions du code communal, procéder de sa propre autorité et sans autorisation spéciale, à des virements entre articles à l'intérieur d'un même chapitre à l'exception : 1°) de tous les articles dotés de fonds grevés d'affectation spéciale ; 2°) de tous les articles des sous-sections d'équipement public et économique ; 3°) des articles de la section de fonctionnement désignés ci-contre.		

BALANCE GENERALE

DEPENSES	Propo- sition du président	Vote de l'A.P.C.	Appro- bation	Recettes	Propo- sition du président	Vote de l'A.P.C.	Appro- bation
Section fonctionnement							
Dépenses totales				Recettes totales			
100 - Prélèvement S/dépenses de fonctionnement							
Dépenses réelles							
S/Section d'équipement public				Recettes totales			
Dépenses totales				100 - Prélèvement sur recettes de fonctionnement			
				01 - Virement de la S/section économique			
				Recettes réelles			
S/Section économique				Recettes totales			
Dépenses totales				100 - Prélèvement sur recettes de fonctionnement			
01 - Virement à S/section d'é- quipement public				Recettes réelles			
Dépenses réelles							
Total global des dépenses réelles				Total global des recettes réelles			
Excédent de recettes							

Présenté par nous membres de l'Assemblée populaire communale en session ordinaire, le présent budget.

Arrêté à la somme de
 figurant dans la colonne réservée à cet effet le présent budget.

A, le 19....

Le Président,

Les membres de l'assemblée

A, le 19....

Le préfet,

BUDGET SUPPLEMENTAIRE - SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	Crédits ouverts au B.P.	MODIFICATION		Nouveaux crédits	Fonds spéciaux	Vote P. C.	Approbation
		en plus	en moins				
60 denrées et fournitures							
600 - Produits pharmaceutiques							
601 - Alimentation							
602 - Habillement							
603 - Carburants							
604 - Combustibles							
605 - Fournitures pour l'entre- tien des bâtiments							
606 - Fournitures de voierie ..							
607 - Fournitures scolaires ..							
608 - Fournitures pour l'entre- tien du matériel							
609 - Autres fournitures							
61 Frais de personnel							
610 - Rémunération du person- nel permanent							
611 - Rémunération du person- nel temporaire							
615 - Rémunérations diverses .							
610 - Charges sociales							
62 - Impôts et taxes							
620 - Impôts sur traitements (V.F.)							
629 - Autres impôts et taxes ..							
63 - Frais pour biens meubles et immeubles							
630 - Loyers et charges loca- tives							
631 - Entretien à l'entreprise .							
633 - Acquisitions du petit ma- tériel et outillage							
634 - Gaz, électricité, eau							
635 - Assurances meubles et im- meubles							
64 - Participations et contingents.							
640 - Contingent de police d'Etat							
641 - Contingent A.M.G.							
642 - Participation au service d'hygiène scolaire							
643 - Participation à la lutte contre incendie							
645 - Cotisations communales ..							
647 - Participations à charges intercommunales *							
648 - Participation aux frais de gestion du receveur							
65 - Allocations subven- tions							
650 - Affectations spéciales de donations							

BUDGET SUPPLEMENTAIRE — SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	Crédits ouverts au B.P.	MODIFICATION		Nouveaux crédits	Fonds spéciaux	Vote A.P.C.	Approbation
		en plus	en moins				
651 - Primes et secours							
655 - Bourses et prix							
657 - Subventions							
658 - Aide sociale							
66 - Frais de gestion générale							
660 - Indemnité de fonction des membres de l'exo. comm.							
661 - Frais de missions des membres de l'exo. comm.							
662 - Impression, reliures et fournitures de bureau ..							
663 - Documentation générale .							
664 - Frais de P.T.T.							
665 - Frais d'acte et de con- tentieux							
666 - Fêtes et cérémonies							
667 - Frais de transport							
668 - Assurance responsabilité civile							
669 - Dépenses imprévues							
67 - Frais financiers							
670 - Intérêts							
68 - Participations au fonds de garantie des impôts directs							
69 - Charges exceptionnelles							
82 - Charges intérieures							
820-6 - Déficit reporté							
826 - Charges sur exercices antérieurs							
8280 - Dégrèvement taxations antérieures							
8281 - Titres admis en non valeurs							
83 - Prélèvement pour dépen- ses d'équipement et d'in- vestissement.							
Total des dépenses							
850 - Excédent de recettes.							

BUDGET SUPPLEMENTAIRE — Section de fonctionnement

RECETTES	Crédits ouverts B.P.	MODIFICATIONS		nouveaux crédits	FONDS spéciaux	VOTE DE l'A.P.C.	Approbation
		en plus	en moins				
70 - Produits de l'exploitation							
700 — Vente de produits ou de services							
702 — Droits de visite							
706 — Taxes financières							
707 — Expéditions administratives							
708 — Services payés au person.							
71 - Produits domaniaux							
710 — Vente de récoltes							
714 — Location des immeubles							
715 — Droits de voiries, places, stationnement, etc...							
716 — Concessions dans les cimetières							
72 - Produits financiers							
721 — Revenu des titres et rentes							
73 - Recouvrements subventions							
730 — Recouvrements sur fonds de Comp. A.F. et Fonds social de la C.N.E.P.							
731 — Participation à l'Aide sociale							
732 — Bonification d'emprunt							
733 — Subventions de l'Etat et autres collectivités publiques.							
734 — Droits de fêtes							
74 - Intervention C.N.E.P.							
740 — Attribution de péréquation							
741 — Répartition de ressources spéciales							
75 - Impôts indirects							
750 — T.U.G.P.S.							
751 — Taxe d'abatage							
752 — Taxe sur les spectacles							
753 — Taxe sur les jeux du hasard							
754 — Taxe de séjour							
76 - Impôts directs							
760 — Taxe foncière							
761 — Taxe sur l'activité professionnelle							
762 — V.F. - I.T.S.							
77 - T.U.V.A.							
79 - Produits exceptionnels							
82 - Produits antérieurs							
8207 — Excédent reporté							
827 — Produits antérieurs à recouvrer							
829 — Mandats annulés par déchéance							
TOTAL DES RECETTES ...							

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

DATES ET CREANCES LONG TERME

Année de réalisation	Désignation de l'emprunt ou de la créance à long terme	Durée en années	Taux %	Périodicité	Dette ou créance en capital à l'origine	Dette à recouvrer en capital au 1 ^{er} janvier	Annuités à payer ou à recouvrer au cours de l'année	Intérêts à payer ou à recevoir au cours de l'an. ch. 67-71	Capital à rembourser ou à recouvrer au cours de l'année ch. 16	Bonifications d'intérêts chapitre 732	Subvention en annuité Art. 105
	Emprunts										
	Prêts et créances à long terme										

CHARGES ET PRODUITS ANTERIEURS (Détail)

Art.	LIBELLE	Art.	LIBELLE
821-6	Charges à reporter	821-7	Produits à reporter
60	Denrées et fournitures	70	Produits de l'exploitation
61	Frais de personnel	71	Produits domaniaux
62	Impôts et taxe	72	Produits financiers
63	Frais pour biens meubles	73	Recouvrement subventions
64	Participations et contingents	74	Intervention de la C.N.E.P.
65	Allocations subventions	75	Impôts indirects
66	Frais de gestion générale	76	Impôts directs
67	Frais financiers	77	T.U.V.A.
68	Participation au fonds de garanties Impôts directs	79	Produits exceptionnels
69	Charges exceptionnelles		

RESULTATS DU SECTEUR ECONOMIQUE

RECETTES ET ENTREPRISES COMMUNALES	Soldes débiteurs des bilans	Soldes créditeurs des bilans	OBSERVATIONS
281 — Total des soldes débiteurs			102 — Total des soldes créditeurs
101 — Revenus des participations au capital d'entreprises privées			

CHAPITRE 61. — FRAIS DE PERSONNEL

Art.	LIBELLE		Crédit du budget précédent	Crédit nouveau	OBSERVATIONS
610	Personnel permanent				
611	Personnel temporaire				
615	Rémunérations diverses				
618	Charges sociales				
620	Versement forfaitaire				

Compte administratif
Exercice

Commune Département
Recette de
Nombre de membres composant l'Assemblée
populaire communale
M., Président

Renseignements statistiques		articles	Libellé
POPULATION			
Dénombrement du			Le Président peut, conformément aux dispositions du Code communal, procéder de sa propre autorité et sans autorisation spéciale à des virements entre articles à l'intérieur d'un même chapitre à l'exception : 1° de tous les articles de fonds grevés d'affectation spéciale; 2° de tous les articles des sous-sections d'équipement public et économique ; 3° des articles de la section de fonctionnement désignés ci-contre.
Population communale			
Population contributive			
SCOLARISATION			
Nombre d'enfants scolarisables			
Nombre d'enfants des écoles publiques du premier degré			

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

Dépenses	Fixation des dépenses	réalisation	Restes à réaliser	Recettes	Fixation des recettes	réalisation	Restes à réaliser
Section de fonctionnement							
Dépenses totales				Recettes totales			
80 — Prélèvement sur recettes de fonctionnement							
Dépenses réelles							
Sous-section équipement public				Recettes totales			
Dépenses totales				100 — Prélèvement sur recettes de fonctionnement			
				0 - 1 Virement de la S/section économique			
				Recettes réelles			
Sous-section économique				Recettes totales			
Dépenses totales				100 — Prélèvement sur recettes de fonctionnement			
01 — Virement à sous-section équipement public				Recettes réelles			
Dépenses réelles							
Total des dépenses réelles				Total des recettes réelles			
Excédent de recettes				Excédent de dépenses			

L'Assemblée Populaire communale sous la présidence de M.
vote - refuse (1) l'approbation du présent compte administratif présenté par M.
Président de l'Assemblée populaire communale.

ARRETE aux sommes figurant dans les colonnes réservées à cet effet, le présent compte administratif.

A, le 19..

(1) Rayer la mention inutile.

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE,

COMPTE ADMINISTRATIF — Section de fonctionnement

DEPENSES	Crédits ouverts au B.P. et A.S.	Fixation des dépenses (engagement ¹)	Réalisations	Restes à réaliser	Fonds spéciaux	Observations
60 - Denrées et fournitures						
600 — Produits pharmaceutiques						
601 — Alimentation						
602 — Habillement						
603 — Carburants						
604 — Combustibles						
605 — Fournitures pour l'entretien des bâtiments						
606 — Fournitures de voirie						
607 — Fournitures scolaires						
608 — Fournitures pour l'entretien du matériel						
609 — Autres fournitures						
61 - Frais de personnel						
610 — Rémunération du personnel permanent						
611 — Rémunération du personnel temporaire						
615 — Rémunérations diverses						
618 — Charges sociales						
62 - Impôts et taxes						
620 — Impôts sur traitement (V.F.).						
629 — Autres impôts et taxes						
63 - Frais pour biens meubles et immeubles						
630 — Loyers et charges locatives ..						
631 — Entretien à l'entreprise						
633 — Acquisition du petit matériel et outillage						
634 — Gaz, électricité, eau						
635 — Assurances meubles et immeub.						
64 - Participations et contingents						
640 — Contingent de police d'Etat ...						
641 — Contingent A.M.G.						
642 — Participation au service d'hy- giène scolaire						
643 — Participation à la lutte contre l'incendie						
645 — Cotisations communales						
647 — Participations à charges inter- communales						
648 — Participations aux frais de gestion du receveur						

COMpte ADMINISTRATIF — Section de fonctionnement

DEPENSES	Crédits ouverts au DS et AS	Fixation des dépenses (engage- ments)	Réalisa- tions	Restes à réaliser	Fonds spéciaux	Observations
65 - Allocations subventions						
650 — Affect. spéciales de donations.						
651 — Primes et secours						
655 — Bourses et prix						
657 — Subventions						
658 — Aide sociale						
66 - Frais de gestion générale						
660 — Ind. de fonctions des membres de l'exécutif communal.						
661 — Frais de mission des membres de l'exécutif communal.						
662 — Impression, reliures et fournitures de bureau						
663 — Documentation générale						
664 — Frais de P.T.T.						
665 — Frais d'actes et de contentieux.						
666 — Fêtes et cérémonies						
667 — Frais de transport						
668 — Assurances responsabilité civile.						
669 — Défenses imprévues						
67 - Frais financiers						
670 — Intérêts						
68 — Participation au fonds de garantie des impôts directs						
69 — Charges exceptionnelles						
82 - Charges antérieures						
820 - 6 Déficit reporté						
826 — Charges sur exercices antérieurs						
8280 — Dégrèvement taxation antér.						
8231 — Titres admis en non valeurs.						
83 — Prélèvement sur recettes de fonctionnement						
Total des dépenses						
850 — Excédent de recettes						

COMPTE ADMINISTRATIF — Section de fonctionnement

RECETTES	Credits ouverts au DS et AS	Fixation des recettes	Réalisation	Restes à réaliser	Fonds spéciaux	OBSERVATIONS
70 - Produits de l'exploitation						
700 — Vente de produits ou de services						
702 — Droit de visite						
706 — Taxes financières						
707 — Expéditions administratives						
708 — Services payés au personnel						
71 - Produits domaniaux						
710 — Vente de récoltes						
714 — Location des immeubles						
715 — Droits de voiries, place, stationnements, etc..						
716 — Concessions dans les cimetières						
72 - Produits financiers						
721 — Revenu des titres et rentes						
73 - Recouvrements subventions						
730 — Recouvrements sur fonds de comp. A.F. et fonds social de la CNEP						
731 — Participation à l'aide sociale						
732 — Bonification d'emprunt						
733 — Subventions de l'état et autres coll. Publiques						
734 — Droit de fêtes						
74 - Intervention C.N.E.P.						
740 — Attribution de péréquation						
741 — Répartition de ressources spéciales						
75 - Impôts indirects						
750 — T.U.G.P.S.						
751 — Taxe d'abattage						
752 — Taxe sur les spectacles						
753 — Taxe sur les jeux du hasard						
754 — Taxe de séjour						
Impôts directs						
760 — Taxe foncière						
761 — Taxe sur l'activité professionnelle						
762 — V.F. I.T.S.						
77 - T.U.V.A.						
79 - Produits exceptionnels						
82 - Produits antérieurs						
8207 — Excédent reporté						
827 — Produits antérieurs à recouvrer						
829 — Mandats annulés par déchéance						
Total des recettes						
850 — Déficit de l'exercice.						

DETAIL DE CERTAINS SERVICES

DETAIL PAR SERVICE									
Total des dépenses									
60 - Denrées et fournitures									
600	—	Produits pharmaceutiques ..							
601	—	Alimentation							
602	—	Habillement							
603	—	Carburants							
604	—	Combustibles							
605	—	Fournitures pour l'entretien des bâtiments							
606	—	Fournitures de voierie							
607	—	Fournitures scolaires							
608	—	Fournitures pour l'entretien du matériel							
609	—	Autres fournitures							
61 - Frais du personnel									
62 - Impôts et taxes									
620	—	Impôts sur les traitements (V.F.)							
621	—	Autres impôts et taxes							
63 - Frais pour bien meubles et immeubles									
630	—	Loyers et charges locatives							
631	—	Entretien à l'entreprise ..							
633	—	Acquisition de petit matériel et outillage							
634	—	Gaz, électricité et eau							
635	—	Assurances meubles et im- meubles							
64 - Participations et con- tingents									
640	—	Contingent de police d'Etat							
641	—	Contingent d'A.M.G.							
642	—	Participation au service d'hygiène scolaire							
643	—	Participation à la lutte contre l'incendie							
645	—	Cotisations communales ..							
647	—	Participation à charges inter communales							
65 - Allocations et subven- tions									
Affectation spéciale de :									
650	—	Donations							
651	—	Primes et secours							

DETAIL DE CERTAINS SERVICES (suite)

DETAIL PAR SERVICE									
Total des dépenses (suite)									
65 — Allocations et subventions (suite)									
655 — Bourses et prix									
657 — Subventions									
658 — Aide sociale									
67 - Frais financiers - participation aux intérêts des prêts									
69 - Charges exceptionnelles									
82 - Charges antérieures									
826 — Charges sur l'exercices antérieurs									
8280 — Dégrèvements sur taxations antérieures									
8281 — Titres admis en non valeur									
63 - Prélèvement sur recettes de fonctionnement - participations au service de la dette (capital)									
Total des recettes									
70 - Produits de l'exploitation									
700 — Vente de produits et de services									
702 — Droits de visite									
706 — Taxe funéraire									
707 — Expéditions administratives.									
708 — Services payés du personnel.									
71 - Produits domaniaux									
710 — Vente de récolte									
714 — Droits de visite									
715 — Dépôts de volerie, place station etc.....									
716 — Concession dans les cimetières									
72 - Produits financiers ..									
73 - Recouvrements et subventions									
730 — Fonds com. A.F. et fonds soc. CNEP									
731 — Participations à l'aide sociale									
732 — Bonifications d'emprunts ..									
733 — Subventions de l'Etat coll. publique									
734 — Droits de fêtes									
Equilibre sur autres ressources									

COMPTE ADMINISTRATIF — Sous-section d'équipement public

LIBELLE	Crédits ouverts du B.P. et A.S.	Fixation des dépenses et des recettes	Réali- sations	Restes à réaliser	Annu- lations	OBSERVATIONS
DEPENSES — Total						
160 — Remboursements d'emprunt						
212 - Acquisitions d'immeubles						
214 - Acquisitions de meubles et gros matériel						
230 - Travaux neufs						
231 - Grosses réparations						
26 — Acquisitions de titres d'Etat ou d'établissements publics nationaux						
320-0 Déficit reporté						
321-0 Restes à réaliser						
RECETTES - Total						
100 — Prélèvement sur recettes de fonctionnement						
101 — Virement de la sous-section économique						
103 — Dons et legs						
105 - Subventions						
1050 — de l'Etat	10500					
1051 — du département	10510					
1052 — du fonds commu- nal de solidarité	10520					
160 - Produits des emprunts						
212 - Aliénations d'immeubles						
214 - Aliénations de meubles et gros matériels						
240 — Indemnités de sinistre						
260 — Aliénations de titres d'Etat ou d'établissements publics nationaux						
320-1 Excédent reporté						
321-1 Restes à réaliser						
Excédent		de dépenses				
		de recettes				

COMPTE ADMINISTRATIF — Sous -section d'investissement économique

LIBELLE DES OPERATIONS FINANCIERES DE LA COMMUNE		Crédits portés au B.S. et A.S.	Réalisations	restes à réaliser	Observations
DEPENSES					
01 Virment à la sous-section d'équipement public					
0105 Versement aux U.E.C. de subventions reçues par la commune	SERVICE public				
	Entrep. comm.				
0160 — Prêts aux U.E.C. sur emprunt con- tracté par la commune	SERVICE public				
	Entrep. comm.				
250 — Prêts aux U.E.C. par la commune sur ses propres ressources	SERVICE public				
	Entrep. comm.				
16 — Remboursement d'emprunt par la commune					
251 — Participation de la commune au capital d'entreprises privées					
280 Subvention accordée par la commune sur ses propres ressources	SERVICE public				
	Entrep. comm.				
02 Prise en charge de déficit d'entreprises communales dissoutes					
82 - Résultats de l'exercice précédent					
820-0 Déficit reporté					
821-0 Restes à réaliser					
RECETTES					
0160 Remboursement par les U.E.C. des emprunts contractés pour leur compte par la commune	SERVICE public				
	Entrep. comm.				
0161 Remboursement par les U.E.C. des emprunts consentis par la commune sur ses propres ressources	SERVICE public				
	Entrep. comm.				
100 Prélèvement sur recettes de fonction- nement	SERVICE public				
	Entrep. comm.				
101 — Revenu des participations au capital d'entreprises privées					
102 — Bénéfices des entreprises communales					
104 — Revenu du secteur socialiste					
105 — Subventions versées à la commune					
16 — Produit des emprunts					
82 - Résultats de l'exercice précédent					
820-1 Excédent reporté					
821-1 Restes à réaliser					
Excédent	Σ des dépenses Σ de recettes				

DETTES ET CREANCES LONG TERME

Année de réalisation	Désignation de l'emprunt ou de la créance à long terme	Durée en années	Taux	Périodicité	Dette ou créance en capital à l'origine	Dette à recouvrer en capital au 1 ^{er} janvier	Annuités à payer ou à recouvrer au cours de l'année	Intérêts à payer ou à recevoir au cours de l'année ch. 67-71	Capital à rembourser ou à recouvrer au cours de l'année ch 16	Bonifications d'intérêts Art. 732	Subventions en annuités art. 105
	Emprunts										
	Prêts et créances à long terme										

DETAILS DES RESTES A REALISER SUR ARTICLES 102 et 101 DE LA S/SECTION ECONOMIQUE

REGIES ET ENTREPRISES COMMUNALES	Solde créditeur des bilans	Recouvrement	Restes à réaliser
102 — Total des soldes créditeurs			
101 — Revenus des participations au capital d'entreprises privées.	Recettes prévus	Recouvrement	Reste à réaliser

Arrêté interministériel du 31 juillet 1967 fixant les modalités d'application pour certaines communes du prélèvement sur recettes de fonctionnement.

Le ministre de l'intérieur et

Le ministre des finances et du plan,

Vu le décret n° 67-145 du 31 juillet 1967 relatif au prélèvement sur recettes de fonctionnement des communes, et notamment son article 9 ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — Les communes qui, pendant la période d'application progressive du décret visé, restent soumises à l'ancien cadre comptable, effectuent le prélèvement sur recettes de fonctionnement de la façon suivante :

1 — Il est fait calcul de la somme qui correspond au dixième du total de recettes de la section ordinaire.

2. — Cette somme est alors défalquée du produit des taxes communales directes. Le solde obtenu est inscrit en recettes au chapitre premier de la section ordinaire.

Compte tenu de cette défalcation, le total des recettes inscrites à la section ordinaire du budget doit être égal au total des recettes ordinaires réelles, diminué du montant du prélèvement.

3. — Enfin, la somme obtenue au titre du prélèvement est inscrite au chapitre XI de recettes de la section extraordinaire, intitulé « Produit des taxes communales directes pour insuffisance de revenu ».

Art. 2. — Les communes soumises au présent arrêté sont tenues d'annexer à leurs budgets primitif et supplémentaire, ainsi qu'à leur compte administratif, le tableau ci-dessous :

SOMMES ARRONDIES AU DINAR SUPERIEUR	MONTANT INITIAL	PRELEVEMENT DE 10 % SUR RECETTES ORDINAIRES		MONTANT INSCRIT AU BUDGET
		à déduire	à ajouter	
Recettes ordinaires				
Recettes fiscales directes				
Autres recettes ordinaires				
Recettes extraordinaires				
Total des recettes ordinaires et extraordinaires				

Art. 3. — Les modalités de gestion et d'utilisation du prélèvement, et son augmentation éventuelle en cours d'exercice, se font conformément aux dispositions du décret visé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 juillet 1967,

Le ministre de l'intérieur,

Ahmed MEDEGHRI

Le ministre des finances
et du plan,

Ahmed KAID,

Arrêté interministériel du 15 août 1967 relatif aux modalités de calcul des attributions complémentaires de péréquation du fonds communal de solidarité.

Le ministre de l'intérieur et

Le ministre des finances et du plan,

Vu le décret n° 67-160 du 15 août 1967 fixant les modalités de fonctionnement du fonds communal de solidarité et notamment son article 3 ;

Arrêtent :

I. — Dispositions particulières aux communes de moins de 60.000 habitants.

Article 1^{er}. — L'attribution complémentaire de péréquation prévue par l'article 3 du décret susvisé est allouée aux communes dont la valeur par habitant des ressources non fiscales est inférieure à la moyenne nationale théorique de cette valeur.

Art. 2. — Chaque année et avant le 15 juin, les receveurs des contributions diverses établissent l'état modèle I.C.1 annexé au présent arrêté, qui retrace l'ensemble des recettes non fiscales réalisées ou constatées par chaque commune de leur circonscription.

Les recettes non fiscales figurent dans les comptes administratifs aux chapitres :

- 70 - Produits de l'exploitation
- 71 - Produits domaniaux
- 72 - Produits des services concédés.

Pour les communes qui ne sont pas encore soumises au plan comptable communal, les recettes non fiscales figurent aux chapitres :

- « Taxes, droits, rémunérations pour services rendus »
- « Produit des concessions de service public »
- « Revenu ordinaire du patrimoine »

Art. 3. — Il est calculé chaque année un quotient national réel R des ressources non fiscales. Ce quotient R est le rapport de la somme S des ressources non fiscales des communes de moins de 60.000 habitants sur le nombre total

S

d'habitants P de ces communes : $R = \frac{S}{P}$

P

Le quotient national théorique T est obtenu en ajustant le quotient R en fonction des ressources du fonds communal de solidarité qui sont affectées à cette catégorie d'attribution de péréquation.

Art. 4. — Le quotient communal t de ressources non fiscales est le rapport des ressources non fiscales s de la commune

$$\text{sur le nombre de ses habitants } p : t = \frac{s}{p}$$

Art. 5. — Lorsque le quotient communal t est inférieur au quotient national théorique T, la commune perçoit une attribution complémentaire de péréquation A, ainsi calculée :

$$A = (R - t) \times p \times \frac{B}{b}$$

Le correctif B/b est obtenu en divisant la valeur moyenne par habitant des bases taxables au titre des impositions locales directes pour l'ensemble des communes de moins de 60.000 habitants, par la valeur par habitant des bases taxables de la commune considérée.

Art. 6. — Le quotient national théorique T, ainsi que la valeur moyenne B des bases taxables au titre des impositions locales sont notifiées chaque année au ministre de l'intérieur, au ministre des finances et du plan et au directeur général de la caisse nationale d'épargne et de prévoyance.

Art. 7. — Chaque année, et avant le 1^{er} novembre, la commission du fonds communal de solidarité notifie le montant de l'attribution complémentaire de péréquation à chacune des communes bénéficiaires.

II. — Dispositions particulières aux communes de plus de 60.000 habitants.

Art. 8. — La commission du fonds communal de solidarité détermine annuellement, compte tenu des ressources qu'elle affecte à cette catégorie d'attribution de péréquation, la valeur de l'unité d'attribution complémentaire de péréquation par enfant scolarisé.

Avant le 1^{er} novembre de chaque année, elle notifie le montant de l'attribution complémentaire qui revient à chacune des communes de plus de 60.000 habitants.

Art. 9. — Pour ces communes, le nombre d'enfants scolarisés pris en compte est le nombre d'élèves de l'enseignement primaire public recensé par le ministère de l'éducation nationale au cours de l'année scolaire précédente.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 août 1967.

P. Le ministre de l'intérieur,
Le secrétaire général,
Hocine TAYEBI.

P. Le ministre des finances
et du plan,
Le secrétaire général,
Salah MEBROUKINE.

Arrêté du 31 juillet 1967 relatif à l'entrée en vigueur du plan comptable communal.

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 67-144 du 31 juillet 1967 fixant la nomenclature des dépenses et recettes des communes et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 1967 fixant la forme du cadre budgétaire communal ;

Arrête :

Article 1^{er}. — La nomenclature des dépenses et des recettes et le cadre budgétaire communal, sont applicables dès le 1^{er} janvier 1968 :

- 1° aux communes, chefs-lieux de département et chefs-lieux d'arrondissement,
- 2° aux communes dont la liste suit :

Département d'Alger :	Département des Aurès :
— Bordj El Kiffan	— M'Chounèche
— Chebli	— Sidi Okba
Département d'El Asnam :	Département d'Annaba :
— Arib	— Ben Mehidi
— Béni Hindel	— Bir Bouhaouch
Département de Médéa :	Département de Sétif :
— Berrouaghia	— Bazer Sakra
— Bir Ghbalou	— Toudja

Département de Tizi Ouzou : **Département d'Oran :**

— Aïn El Hammam	— Bou Fatis
— Mekla	— El Amria
— Tizirt	

Département de Constantine : **Département de Mostaganem :**

— Aïn Fakroun	— Bou Hanifja
— Ksar Sbahi	— Zemmora

Département de Tiaret :

- Aïn Dehab
- Aïn Dzarit

Département de Tlemcen :

- Nédroma
- Terni Béni Hdiel

Département de Saida :

- Moghrar

Département des Oasis :

- Berriane
- El Meghafer

Département de la Saoura :

- Kenadsa

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 juillet 1967.

Ahmed MEDEGHRI